

Directive sur le respect de l'intégrité (Combattre la corruption et les pratiques d'affaires contraires à l'éthique)

Cuba : Questionnaire de vérification préalable

Le présent questionnaire fait partie du Cadre de responsabilité sociale des entreprises (RSE) de la CCC et concorde avec son Code de conduite et de déontologie des affaires (Code). Il a pour but d'aider la CCC dans son processus de vérification préalable de ses fournisseurs ainsi que de démontrer son engagement à faire des affaires avec des fournisseurs qui respectent la loi et agissent en toute intégrité. Remarque : veuillez joindre les renseignements supplémentaires demandés, le cas échéant.

Pays bénéficiaire : Cuba – Programme de contrats à Cuba
Breve description du projet : Vente de produits au moyen d'un processus concurrentiel
Fournisseur existant de la CCC : Oui Non
Nom de l'acheteur : _____

Section 1 – Renseignements généraux

Nom juridique complet de l'entreprise : _____
 Nationalité : Canadienne
 Secteur d'activité (p. ex. consultation, défense, aérospatiale, génie, construction, fabrication) : _____
 Nombre d'employés : _____
 Adresse au Canada : _____
 Adresse du site Web : _____
 Nom complet de la personne-ressource : _____
 Téléphone : _____
 Courriel : _____
 N° de TPS/TVH : _____

Section 2 – Propriété

2.1	Depuis combien d'années votre entreprise est-elle en activité?		
2.2	Veuillez joindre la liste des anciens noms de votre entreprise (le cas échéant).	Pièce jointe	<input type="checkbox"/> S.O. <input type="checkbox"/>
2.3	Votre entreprise est-elle une filiale, ou compte-t-elle des filiales et/ou des entreprises affiliées?	Oui	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Dans l'affirmative, veuillez indiquer le nom de la société mère, de la filiale et/ou de l'organisation affiliée ainsi que son lien avec votre entreprise. Veuillez fournir un organigramme, si possible.			
2.4	Votre entreprise est-elle cotée en bourse?	Oui	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Entreprises privées seulement : veuillez joindre une liste complète de tous les directeurs, dirigeants et propriétaires. Veuillez fournir un organigramme, si possible.		Pièce jointe	<input type="checkbox"/> S.O. <input type="checkbox"/>

Directive sur le respect de l'intégrité (Combattre la corruption et les pratiques d'affaires contraires à l'éthique)

Section 3 – Aspects juridiques

3.1	Veuillez joindre une copie des actes constitutifs de l'entreprise ou un certificat de conformité contenant le statut de l'entreprise et le nom légal.	Oui	<input type="checkbox"/>	S.O.	<input type="checkbox"/>
Si vous répondez <i>Oui</i> à l'une des questions suivantes, veuillez fournir l'information demandée en pièce jointe.					
3.2	Au cours des cinq dernières années, votre entreprise (ou toute personne mentionnée dans le présent questionnaire) a-t-elle fait l'objet d'un jugement, d'une plainte ou d'une procédure d'arbitrage, ou bien de menaces de poursuite en justice, en cours ou en suspens dans un tribunal quelconque et dont la valeur est supérieure à 500 000 \$?	Oui	<input type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
3.3	Au cours des cinq dernières années, votre entreprise (ou toute personne ou entité mentionnée dans le présent questionnaire) a-t-elle intenté une poursuite ou présenté une demande en arbitrage visant un autre ministère ou organisme du gouvernement fédéral?	Oui	<input type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>

Section 4 – Intégrité et déontologie des affaires

Au cours des cinq dernières années :					
Si vous répondez <i>Oui</i> à l'une des questions suivantes, veuillez fournir l'information demandée en pièce jointe.					
4.1	Pour les questions suivantes (de 4.1.a à 4.1.d), veuillez indiquer si votre entreprise (ou toute personne ou entité mentionnée dans le présent questionnaire), seule ou conjointement avec d'autres parties, ou ses sociétés apparentées, ses principaux actionnaires, son dirigeant principal ou ses cadres supérieurs :				
a.	ont été frappés d'interdiction de participer à un processus d'appel d'offres par une quelconque organisation gouvernementale ou internationale?	Oui	<input type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
b.	ont fait l'objet d'enquête, d'accusation ou d'un verdict de culpabilité dans un quelconque tribunal, ou été assujettis à des mesures administratives connexes, pour cause de violation de la <i>Loi sur la corruption d'agents publics étrangers</i> ou d'autres lois sur la corruption et la subornation?	Oui	<input type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
c.	ont fait l'objet d'enquête, d'accusation ou d'un verdict de culpabilité dans un quelconque tribunal, ou été assujettis à des mesures administratives connexes, pour cause de violation d'une loi ou d'un règlement régissant l'achat ou la vente de produits ou de services de la part ou à l'intention d'un gouvernement?	Oui	<input type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
d.	ont fait l'objet d'enquête ou d'un verdict de culpabilité pour cause de violation de lois relatives à la fraude fiscale, aux valeurs mobilières ou à la concurrence?	Oui	<input type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
4.2	Votre entreprise est-elle dotée d'une politique écrite concernant la corruption et la subornation?	Oui	<input type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
4.3	Votre entreprise fournit-elle de la formation anti-corruption/anti-subornation à ceux de ses employés qui travaillent dans des pays ou réalisent des activités à risque élevé?	Oui	<input type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
4.4	Votre entreprise dispose-t-elle de mesures de contrôle et de procédures établies en ce qui concerne les cadeaux, l'accueil, le divertissement et les voyages offerts à des agents publics étrangers ainsi que les autres dépenses connexes?	Oui	<input type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
4.5	Votre entreprise a-t-elle fait l'objet d'un audit de l'intégrité commerciale mené par un tiers au cours des cinq dernières années?	Oui	<input type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>

Directive sur le respect de l'intégrité (Combattre la corruption et les pratiques d'affaires contraires à l'éthique)

Section 5 – Régime d'intégrité du gouvernement du Canada

Veillez consulter les sites Web suivants :

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html> et <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>

5.1 Après avoir lu le Formulaire de déclaration d'intégrité et la Politique d'inadmissibilité et de suspension de Services publics et Approvisionnement Canada ou SPAC, croyez-vous que votre entreprise pourrait être déclarée inadmissible ou suspendue, l'empêchant ainsi de conclure un contrat ou une entente immobilière avec le gouvernement fédéral?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
--	---

<http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/ncp-pcn/index.aspx?lang=fra> and <http://www.oecd.org/fr/daf/inv/mne/2011102-fr.pdf>

5.2 Nous comprenons que la CCC s'attend à ce que les entreprises canadiennes coopèrent en bonne foi avec les enquêtes devant tout confiance dans les procédures devant tout point de contact national (PCN) pour les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales qui implique une demande de révision nomme la compagnie.	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
--	---

Section 6 – Agents, représentants et partenaires commerciaux

6.1 Votre entreprise engage-t-elle un travailleur cubain par l'intermédiaire d'une des agences d'emploi cubaines telles que Acorec, Palco, CiHSA ou CETA? Dans l'affirmative, veuillez joindre une copie du contrat avec l'agence et confirmer que le salaire est versé comme indiqué dans le contrat.	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
6.2 Autrement qu'en 6.1, votre entreprise embauche-t-elle des agents, des représentants et/ou des tierces parties jouant le rôle d'intermédiaire? Dans l'affirmative, veuillez répondre aux questions 6.3 et 6.4.	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
6.3 Votre entreprise est-elle dotée d'une politique et/ou de processus écrits concernant le recours à des agents, à des représentants et à des tierces parties jouant le rôle d'intermédiaire? Dans l'affirmative, veuillez joindre un exemplaire de la politique et expliquer la façon dont elle a été appliquée.	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
6.4 Si votre entreprise embauche des agents, des représentants et/ou des tierces parties jouant le rôle d'intermédiaire, effectue-t-elle une vérification préalable fondée sur les risques avant de conclure une entente avec un agent, un représentant ou une tierce partie jouant le rôle d'intermédiaire? Dans l'affirmative, veuillez joindre un exemple de vérification préalable effectuée pour des agents, des représentants et/ou des tierces parties jouant le rôle d'intermédiaire.	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>

**Directive sur le respect de l'intégrité
(Combattre la corruption et les
pratiques d'affaires contraires à l'éthique)**

Section 7 – Agents publics étrangers

<p>7.1 Des cadeaux ou des avantages, notamment des voyages concernant le projet, ont-ils été offerts aux agents publics liés à l'acheteur?</p> <p>Dans l'affirmative, veuillez joindre une confirmation de la conformité avec les lois locales et canadiennes.</p>	<p>Non <input type="checkbox"/></p> <p>Oui en pièce jointe <input type="checkbox"/></p>
<p>7.2 Veuillez fournir le nom des principaux agents ou autres personnes-ressources du côté de l'acheteur qui ont communiqué avec le fournisseur.</p>	<p>En pièce jointe <input type="checkbox"/></p> <p>S.O. <input type="checkbox"/></p>
<p>7.3 Est-il prévu d'accorder des bonis ou des incitatifs aux cadres supérieurs, aux directeurs ou aux employés du fournisseur dans le cadre du projet?</p> <p>Dans l'affirmative, veuillez joindre de plus amples renseignements.</p>	<p>Non <input type="checkbox"/></p> <p>Oui en pièce jointe <input type="checkbox"/></p>
<p>7.4 L'acheteur a-t-il exigé ou recommandé une tierce partie pour le rôle d'intermédiaire?</p> <p>Dans l'affirmative, veuillez joindre de plus amples renseignements.</p>	<p>Non <input type="checkbox"/></p> <p>Oui en pièce jointe <input type="checkbox"/></p>
<p>7.5 Veuillez fournir les principales qualifications de toute tierce partie jouant le rôle d'intermédiaire qui sera en communication avec des agents publics étrangers.</p>	<p>S.O. <input type="checkbox"/></p> <p>En pièce jointe <input type="checkbox"/></p>

Directive sur le respect de l'intégrité (Combattre la corruption et les pratiques d'affaires contraires à l'éthique)

Section 8 – Certificat de conformité

Le présent certificat constitue un document auquel la CCC peut se fier pour conclure une entente exécutoire avec un acheteur.

Je suis un cadre supérieur de l'entreprise et, à ce titre, j'atteste, au meilleur de mes connaissances, et après avoir effectué des vérifications raisonnables, que les réponses figurant dans le présent questionnaire sont fidèles et exactes à tous les égards importants.

J'ai pris connaissance du [Formulaire de déclaration d'intégrité](#) et de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#) de Services publics et Approvisionnement Canada ou SPAC, et je confirme que notre entreprise ne serait pas déclarée inadmissible ou suspendue, l'empêchant ainsi de conclure un contrat ou une entente immobilière avec le gouvernement fédéral.

Nous avons révisé et compris que la CCC s'attend à ce que les entreprises canadiennes coopèrent en bonne foi avec les enquêtes devant tout confiance dans les procédures devant tout [point de contact national \(PCN\)](#) pour [les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales](#) qui implique une demande de révision nomme la compagnie.

Ni l'entreprise ni un affilié, seule ou conjointement avec des tiers, ni quiconque agissant en son nom, n'a participé, ni participera, à des activités illégales aux yeux d'aucune loi, notamment le *Code criminel du Canada* et la *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers* ou des lois semblables d'autre pays.

Ni l'entreprise, seule ou conjointement avec des tiers, ni quiconque agissant en son nom, fait l'objet d'une enquête ou d'une accusation, ou a reçu un verdict de culpabilité dans un quelconque tribunal, ou s'est fait imposer des mesures administratives connexes par une instance publique, pour cause de pratiques d'affaires contraires à l'éthique.

En outre, je reconnais et comprends au nom de l'entreprise que :

- a) l'appui de la CCC à la compagnie repose sur la véracité de l'information fournie en réponse au présent questionnaire et sur les énoncés du présent certificat de conformité;
- b) toute inexactitude matérielle dans les présentes peut entraîner la suspension de l'aide de la CCC et / ou la résiliation des accords contractuels conclus et / ou de toute responsabilité qui en découle; et
- c) La CCC peut, à sa discrétion, divulguer aux autorités policières canadiennes les circonstances
 - (i) indiquant qu'une infraction à une loi criminelle applicable relative à la corruption d'agents publics, y compris la LCAPE, a eu lieu,
 - (ii) en suscitant une appréhension raisonnable, que la CCC ait fourni ou non de l'aide à l'égard de cette opération.

Signé le ____ jour de _____ 20__, à _____, au Canada.

(Signature, nom et titre du cadre supérieur du fournisseur)

Énoncé de confidentialité : Les renseignements personnels recueillis seront utilisés pour déterminer l'admissibilité à une entente avec la CCC. Un formulaire incomplet pourrait entraîner l'inadmissibilité de votre entreprise à la passation de contrats avec la CCC. Les renseignements personnels seront conservés dans le Fichier de renseignements personnels de la CCC et seront protégés, utilisés et divulgués conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Aux termes de la *Loi*, vous avez le droit d'exiger que l'on vous communique les renseignements personnels qui vous concernent et de demander que des corrections soient apportées s'ils sont erronés.